

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

Rome - Octobre 1952

Confiance en Eisenhower



Le corps électoral américain a porté le Général Eisenhower de la gloire des lauriers militaires à la plus haute charge administrative.

Pour nous, fédéralistes, l'élection de Eisenhower a une triple signification.

D'abord, Eisenhower est parfaitement au courant des problèmes européens: nul mieux que lui ne connaît ces régions continentales qu'il a traversées en long et en large à la tête de ses troupes victorieuses. Nul mieux que lui ne saura organiser la défense du continent qu'hier il a pris d'assaut. Cet homme qui a conquis l'Europe pays à pays, ville à ville, forteresse après forteresse, vallée après vallée et montagne après montagne, qui a vu et touché de ses propres mains les milliers de plaies du continent, ses villes et ses industries éventrées, ses ressources dispersées, ses armées désorganisées, nous le sentons plus près de nos coeurs et de nos espoirs parce que ce n'est pas lui qui aura besoin de commencer maintenant à déchiffrer l'abcédaire de la géographie et de l'histoire de l'Europe.

C'est par cette profonde connaissance des problèmes européens que s'explique l'attitude sereine, claire, décidée d'Eisenhower en faveur de l'unité européenne; une attitude qu'il a précisée de façon répétée et sans équivoque.

Et, enfin, mieux que tant d'autres, Eisenhower a compris l'instabilité, le provisoire dangereux, la menace étouffante, la lente corrosion, l'usure qui pèsent sur un continent mutilé, divisé, écartelé par ce rideau de fer, aussi absurde qu'abominable, et qui lentement mais sûrement portera le continent vers un chaos et une misère sans précédent dans son histoire.

Alors nous sommes certains qu'Eisenhower — contrairement à ce que beaucoup espèrent — n'oubliera pas la promesse qu'il a faite de redonner aux peuples, innocentes victimes de Yalta, leur liberté: car ce qui est bien simple, ce qui est d'une aveuglante logique, ce qui est même une lapalissade, c'est que si les peuples orientaux ne devaient pas reconquérir leur liberté, les peuples occidentaux à leur tour perdraient sûrement la leur.

OTTAVIO ROSU

MOUVEMENT EUROPEEN

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

MM. Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, Alcide DE GASPERI,
Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président : Paul-Henri SPAAK

Vice-Présidents : Robert BICHET, Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué Général à la propagande : André PHILIP.

Délégué général aux Affaires Extérieures ; Docteur J.-H. RETINGER.

Secrétaire Général : Georges REBATTET.

Trésorier : Baron René BOËL.

COMITÉ INTERNATIONAL

Membres : Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations Associées.

BUREAU EXÉCUTIF INTERNATIONAL

Paul-Henri SPAAK*, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET*, Baron René BOËL*, André FRANÇOIS-PONCET, Henri FRENAY, Enzo GIACCHERO*, Enrique GIRONELLA, Eugen KOGON*, Lord LAYTON, René LHUILLIER, André PHILIP*, Georges REBATTET, J.-H. RETINGER*, Robert BOOTHBY, P.-J.-S. SERRARENS*, Karl WISTRAND*.

* Egalement Membre de la Commission Permanente.

COMMISSIONS D'ÉTUDES

	Présidées par :
Groupement Parlementaire International	Edouard HERRIOT
Commission Economique et Sociale	Herman ABS.
Commission Juridique	P.-H. TEITGEN.
Commission de Propagande	André PHILIP.
Commission des Pays de l'Europe Centrale et Orientale	Richard LAW
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA.

MOUVEMENTS AFFILIÉS

Union Européenne des Fédéralistes	E. KOGON, H. FRENAY.
Mouvement pour l'Europe Unie	W.-C. CHURCHILL.
Mouvement Socialiste pour les E.-U. d'Europe.	A. PHILIP.
Ligue Européenne de Coopération Economique	R. BOËL.
Nouvelles Equipes Internationales	A. De SCHRIJVER.
Conseil Français pour l'Europe Unie	A. FRANÇOIS-PONCET.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur.
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.

SECRETARIAT INTERNATIONAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa. Tél. 18.58.00.

LES CONSEILS NATIONAUX

IVAN MATTEO LOMBARDO

Considérations sur l'économie européenne

DISCOURS DU CONGRÈS DE GÈNES

A la veille de la dernière guerre mondiale, la structure économique européenne se fondait sur:

— une production agricole importante certes, même par rapport à la production mondiale mais toutefois — en dépit de la surabondance de blé en Europe orientale — insuffisante pour les besoins en ce qui concernait la plupart des produits-base de l'alimentation humaine ou de l'alimentation du bétail;

— une puissance industrielle d'importance notable où la production et la consommation s'équilibraient en général.

Les trafics européens — qui se déroulaient pour la plupart dans la zone occidentale — correspondaient à environ un tiers des trafics mondiaux et ils étaient constitués pour moitié d'échanges intra européens. Les importations — et en particulier celles des Etats-Unis — dépassaient il est vrai les exportations, mais tandis que les premières étaient principalement constituées par des produits alimentaires et des matières premières (charbon, fer et acier étaient presque exclusivement de production européenne) les exportations consistaient principalement en produits manufacturés dont une bonne moitié était exportée hors d'Europe.

Les échanges des Pays de l'Europe orientale (dont la caractéristique était en effet l'inverse de celle de l'Europe occidentale car ils exportaient des matières premières et des produits alimentaires tandis qu'ils importaient des produits manufacturés) étaient plutôt limités par rapport à l'ensemble et l'Europe orientale était bien plus tributaire que l'Europe occidentale des échanges intra-européens.

Le Royaume-Uni importait des produits européens plus que tous les autres Pays tandis que, par contre l'Allemagne en exportait plus que tous.

Mais le déficit de la balance commerciale européenne d'avant-guerre était couvert par la rente des placements à l'étranger, par les frets, par d'autres entrées « invisibles », de sorte que — grâce surtout au Royaume-Uni qui pourvoyait à combler la majeure partie du déséquilibre commercial — l'Europe pouvait équilibrer ses échanges, même avec les Etats-Unis.

— DES SIGNES DE FAIBLESSE S'ÉTAIENT DEPUIS LONGTEMPS RÉVÉLÉS

Mais si le solde actif de la balance des paiements équilibrait le déficit de la balance du commerce, des signes de faiblesse s'étaient depuis longtemps révélés.

Au lendemain de la guerre, l'Europe enregistrait:

— une chute de la production agricole de plus

d'un tiers par rapport à 1938 particulièrement inquiétante dans le secteur des viandes, des graisses et des céréales (l'Europe orientale, surtout, était frappée).

— une reprise rapide — dans presque tous les Pays, l'Allemagne exceptée — de la production industrielle et plus particulièrement de l'industrie lourde (sidérurgie, chimie et mécanique) mais nettement moins rapide dans le secteur des biens de consommation et d'emploi.

— mais à l'inverse de la période d'avant-guerre, un déséquilibre entre la production industrielle et la demande.

Et quel était le panorama des échanges? Une chute verticale du pourcentage du commerce européen par rapport au commerce mondial, du fait aussi que l'Allemagne avait disparu des marchés:

— Une assez forte diminution, en fait d'achats en Europe, du commerce extérieur du Royaume-Uni;

— une augmentation considérable des importations et la chute des exportations au point que pour les Pays d'occident le déficit de la balance commerciale était supérieure de 50 % à celui de la période de l'immédiat avant-guerre; un déficit qui se polarisait plus encore qu'auparavant sur les échanges avec le continent américain;

— orientation du commerce des Pays devenus satellites vers la Russie soviétique, tandis que les échanges entre l'Europe occidentale et orientale étaient presque complètement interrompus.

— DEUX DES BASES DE L'ANCIEN ÉQUILIBRE VENAIENT DE DISPARAITRE

Deux des bases de l'ancien équilibre venaient en somme de disparaître:

— la balance commerciale déficitaire du Royaume Uni avec les Pays du continent;

— le solde actif de la balance commerciale de l'Allemagne envers le reste de l'Europe.

Et tout cela était aggravé par de profondes modifications dans les courants des échanges et par les développements de la politique autarcique dans chaque Pays. Des changements sérieux donc, appesantis davantage encore par un fort déficit dans la balance des paiements, dû à la perte des rentes fournies par les investissements extra-européens, par de sérieuses diminutions du rendement des frets, les endettements envers les pays extra-européens, la forte réduction du rendement touristique.

Durant ces sept années, l'Europe a fait de grands progrès:

— la production agricole s'est accrue au point

de surpasser parfois les indices d'avant-guerre :

— la production industrielle s'est accrue de façon remarquable, aidée par la formidable reprise allemande ;

— les exportations vers certaines zones se sont améliorées ;

— les échanges intereuropéens ont enregistré des améliorations considérables, évidentes ;

— les importations de la zone dollar ont diminué ;

— l'inflation a été arrêtée dans certains Pays, enrayée dans d'autres.

Mais on n'arrive toujours pas à combler le déficit de la balance des paiements.

Le Plan Marshall a fait beaucoup pour la reprise de l'Europe : il a fonctionné comme un véritable « poumon d'acier ». Peut-être a-t-il servi à consolider également des situations économiques inutiles, à favoriser des tendances autarciques, dans la compétition où se sont engagés les pays bénéficiaires. Mais la faute en est justement à la fragmentation politique et économique de l'Europe occidentale. Ce qui est certain c'est que le Kremlin, en face de l'évidente amélioration de l'état du patient, le Kremlin qui compte les meilleurs ordonnateurs de chaos de notre planète, a essayé d'arrêter le progrès, a voulu surtout tronquer — quelque lentes et incohérentes qu'elles fussent — ces tendances vers l'intégration européenne, conséquences de la politique américaine d'aide à l'Europe.

— LES LEZARDES IRREPARABLES DU VIEIL EDIFICE EUROPEEN

Parce qu'ils ont fait ressortir à quel point les lézardes du vieil édifice européen sont profondes, irréparables, le conflit en Corée et les exigences du réarmement ont été de puissants facteurs de ralentissement et de détérioration.

Cet édifice était encore solide le jour où éclata la première guerre mondiale ; lors de la seconde c'était tout juste : mais aujourd'hui les Pays de l'Europe occidentale ne peuvent plus compter sur lui.

Les véritables, les seuls utopistes aujourd'hui sont ceux qui ont encore l'illusion ou l'espoir que les Pays « souverains » de cette Europe qui était au XIX^e siècle une immense usine — transformant au bénéfice du monde entier les matières premières qui lui venaient du monde entier — puisse revivre cette époque splendide.

En effet à l'origine de l'affaiblissement de l'Europe, il n'y a pas seulement les guerres qu'elle s'est offertes de luxe de déchaîner. Celles-ci ont précipité un mouvement à longue échéance commencé déjà au début du siècle ; les hostilités ont favorisé ce mouvement d'industrialisation que des Pays neufs — déjà clients et non point seulement fournisseurs de l'Europe — avaient entamé ; si bien qu'ils purent renoncer à beaucoup de produits européens et grâce à leurs exportations de matières premières et produits alimentaires, racheter les investissements effectués par les Européens dans leurs territoires.

La dernière guerre enfin a encore diminué les possibilités de survivance de l'Europe, d'autant plus qu'elle a accéléré le processus d'industrialisation de nouveaux Pays ce qui signifie que les matières premières seront de moins en moins disponibles sur ces marchés, et que leur prix seront de plus en plus élevés. Par contre ces mêmes Pays achèteront de moins en moins de produits manufacturés et à des prix toujours plus bas.

Il est également inutile de se faire des illusions, comme certains, à propos des marchés d'au delà le rideau de fer ou de l'Asie bolchevisée. Tout ce que l'Europe occidentale peut espérer en recevoir ce sont les rares produits que pour des raisons d'intérêt immédiat (et bien souvent un intérêt uniquement politique) l'Orient est disposé à lui concéder au compte-goutte, à haut prix et sur la base d'avares accords. Autres illusions inutiles, celles de croire que l'on puisse exporter vers ces marchés des produits manufacturés (les quelques exceptions des accords bilatéraux et les conférences moscovites confirment la règle) ; tout au plus pourra-t-on exporter les outillages et les machines qui, en attendant, serviront à fabriquer les instruments bons pour faire courber l'échine aux Européens et peut-être, en temps opportun, à construire les machines qui serviront à fabriquer les produits pour un énorme marché de consommation que l'Europe ne pourra pas servir avec ses propres produits manufacturés.

Et tandis qu'on ne peut rétablir l'ancien équilibre à jamais détruit, l'équilibre actuel, précaire, artificiel, dangereux, ne saurait durer.

La recherche d'un nouvel équilibre est au fond la recherche d'un équilibre des balances commerciales et des paiements.

Seulement on ne peut plus envisager ces problèmes sur un « plan national », qu'il soit de dimensions exiguës, comme le Luxembourg, ou aussi vaste qu'en France.

Désormais les troubles économiques sont devenus le mal chronique de tous les Pays d'Europe.

— LES FRONTIERES PROVOQUENT LA GANGRENE

Les frontières qui fonctionnent comme des éléments d'obstruction ou de constriction en arrêtant la circulation des marchandises, des capitaux, des chefs d'entreprises et des travailleurs, provoquent la gangrène : des hommes vivent dans l'indigence parce qu'ils ne trouvent pas de travail, tandis que dans les pays voisins les ouvriers manquent dans des secteurs en plein développement ; des paysans ont faim de terre et il faut les satisfaire en morcelant des unités foncières — même au point de compromettre la production agricole et de diminuer le travail — tandis que dans les Pays voisins des terres fertiles qu'il faudrait exploiter parce que la population européenne augmente et que les besoins de produits agricoles s'accroissent, sont abandonnées faute de bras ; des industries qui ne peuvent être situées dans les emplacements qui leur conviendraient le mieux, doivent bien souvent utiliser des matières premières moins avantageuses ou moins indiquées,

mais de production nationale; on voit des gaspillages effrayants pour des recherches scientifiques limitées — pour ne pas dire risibles — effectuées dans un isolement jaloux par des Pays réfractaires à l'idée d'en faire un patrimoine commun; les marchés sont trop petits pour permettre la réduction des coûts de production que consentiraient les méthodes modernes de fabrication en série, et les masses ne peuvent obtenir ces produits à des prix suffisamment bas pour pouvoir les acheter; au mépris des règles les plus élémentaires de la division du travail (sur un territoire économique de cette dimension) dans tous les Pays des productions analogues se multiplient sans qu'il soit même possible de tirer de cette multiplication les avantages de la concurrence: au contraire — en vertu des interdictions et des protections — les prix sont encore plus élevés qu'ils ne pourraient l'être. Sans parler des voies de communications, de l'outillage portuaire, des sources d'énergie qui ne sont utilisés que partiellement ou de façon chaotique. Enfin l'inconvertibilité des monnaies, les limitations et les droits de douane réduisent au minimum les échanges internationaux.

— UNE RENTE DOUBLE POUR UN TERRITOIRE ECONOMIQUE UNIQUE

Les Pays d'Europe occidentale restés « souverains » dans leurs structures anachroniques, ont en moyenne une capacité d'achat correspondant au tiers et au quart de celle des consommateurs d'Amérique du Nord.

On a calculé que si l'Europe des Pays de l'OECE ne formait qu'un territoire économique unique, sa rente globale pourrait dépasser le double de celle des Etats-Unis. Ce qui est sûr c'est que de nombreux économistes, aussi prudents que compétents, n'hésitent pas à affirmer et à démontrer que l'unification économique triplerait dans l'espace de quatre ou cinq lustres, la production européenne et son rendement, avec une amélioration du niveau de vie de 10% par an, même dans les Pays les plus pauvres.

Jean Drapier, au Congrès de Bellagio pour la presse, rappelait qu'en 1950 la production des Etats-Unis (avec 150 millions d'habitants) avait atteint 260 milliards de dollars. Cette même année, la production des Pays européens faisant partie de l'OECE (avec 240 millions d'habitants) était évaluée à 160 milliards de dollars. En travaillant dans les mêmes conditions que les Américains, les Européens auraient pu produire pour 400 milliards de dollars! Et il concluait en constatant que la différence entre les 160 et les 400 milliards de dollars représente exactement ce que coûtent à l'Europe ses divisions intérieures.

Mais pour équilibrer la balance des Paiements, pour permettre à l'Europe occidentale de ne pas diminuer le niveau de vie de ses populations, des nécessités se posent, qui ne peuvent être satisfaites que dans un programme unitaire:

— augmentation de la production dans tous les secteurs industriels, mais — avec l'augmentation de la production sidérurgique — surtout dans le

secteur de la mécanique, car on pourra ainsi disposer d'outillage pour les autres innombrables secteurs industriels, et augmenter ainsi leur capacité productive;

— augmentation de la production agricole car, en dehors du fait que la population de notre continent est en augmentation incessante, c'est la zone où l'on peut réduire le plus les importations extra-européennes;

— augmentation des exportations — en évitant les concurrences réciproques — des produits de qualité et de luxe, vers la zone du dollar, des machines et de l'outillage vers les Pays neufs en développement, mais en donnant la priorité absolue à ceux qui sont dans l'orbite du monde occidental;

— diminution des importations de la zone du dollar et développement intense des échanges intérieurs sur les marchés européens;

— « pool » du tonnage maritime pour éviter les frets absurdes, les retours à vide et les paiements en valeurs préférentielles à d'autres Pays;

— organisation commune des ressources touristiques.

Toutefois contre les exigences évidentes d'unification européenne, s'élèvent des voix qui expriment avec plus ou moins de franchise et en invoquant les motifs les plus disparates, leur désapprobation, leurs craintes.

Récemment à l'important Congrès de Venise qui s'est occupé de ces problèmes, on a nié que les industriels désirent une économie fermée dans leurs propres Pays. Et même, à ce Congrès, c'est surtout au nom de l'intérêt de l'agriculture italienne que des doutes ont été exprimés sur le point de savoir s'il convenait ou non de faire l'unification de l'Europe. Je ne serais pas étonné que bientôt nos agriculteurs se réunissent en Congrès pour examiner le problème de l'unité européenne et qu'il concluent en formulant surtout des doutes dans l'intérêt de l'industrie italienne. La même chose pourrait arriver probablement dans d'autres Pays.

Quoi qu'il en soit nous sommes bien d'accord: les « industriels » ne devraient pas vouloir une économie fondée sur des marchés fermés. C'est là une conclusion à laquelle je crois fermement et personnellement je me suis toujours inspiré de ce sain principe dans mon action.

— DE TROP NOMBREUSES RESISTANCES

Mais — hélas — trop nombreuses sont encore les résistances des chefs d'entreprise, des dirigeants qui se cramponnent à cette formule: produire le moins possible, pas toujours dans la meilleure qualité possible, pour vendre au plus haut prix possible. Et, pour pouvoir défendre leur zone de privilège, pour obtenir des mesures susceptibles de les favoriser, ils savent au besoin solliciter l'appui de soi-disant syndicalistes qui, en leur montrant les masses aveugles, arrivent à les agiter pour la défense de ces systèmes de malthusianisme économique... Mesures (au besoin moyennant des lois contre les nouvelles installations industrielles),

PREMIÈRES D'UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE

par le comte METELLO ROSSI DI MONTELERA

Nous avons suivi avec un intérêt particulier l'orientation décidément fédéraliste qui s'est manifestée au Rotary international et surtout l'activité déployée par la section italienne aux deux derniers congrès de Turin et San Remo.

A cette occasion, le comte Metello Rossi di Montelera chargé d'assurer les relations internationales de la section italienne, a prononcé deux importants discours dans lesquels nous avons trouvé une parfaite analogie avec nos propres points de vue.

Le "Bulletin Européen" croit donc opportun de publier ces discours: nos lecteurs trouveront le premier ci-dessous et le second dans notre prochain numéro.

De tous côtés l'on entend parler des espoirs d'une future union européenne et de tous côtés l'on cherche à apporter quelque petite pierre pour aider à construire cet imposant édifice qui seul pourrait donner aux peuples de ce continent — si éprouvés par des siècles de guerres continuelles — une paix et un bien-être durables.

QUELS SONT LES FACTEURS INDISPENSABLES DE L'UNITE EUROPÉENNE?

En premier lieu, il est indispensable de former une armée européenne comprenant des troupes de tous les Pays adhérant à l'Union, avec un drapeau supranational, un uniforme différent des unifor-

mes actuels des armées des divers pays européens, car c'est seulement le jour où tous les peuples considéreront comme leur, l'armée européenne, qu'ils l'entoureront de cette affection, de cette estime et de cette sympathie qu'ils ont toujours accordées à leurs propres troupes.

Quand l'Italie devint un seul Royaume, groupant les divers Etats dans lesquels se fragmentaient son unité, l'un des plus forts facteurs d'union fut cette armée nationale de laquelle firent partie les jeunes gens de toutes les régions d'Italie, à parité de droits et de devoirs. En Europe, cette même fonction sera remplie par une armée européenne qui, selon les Américains est le seul système pratique pour résoudre l'é-

pineux problème des frontières communes.

UN NOUVEAU DRAPEAU ET UN NOUVEL UNIFORME.

Un nouveau drapeau représentant l'Europe peut signifier finalement la fin de nationalismes exaspérés; un nouvel uniforme qui ne sera celui d'aucun Pays en particulier sera aux yeux des Européens quelque chose de neuf, qu'on n'a jamais vu jusqu'ici et où nous reconnaitrons les premiers symptômes d'une patrie commune.

Cette armée devrait être composée de régiments comprenant des compagnies de divers pays, de diverses langues, avec des officiers appartenant à leur tour à divers

(suite de la page 5)

contre le concurrent national qui est considéré comme l'«ennemi»: mesures (au besoin moyennant des droits protecteurs, renforcés par les interdictions, les limitations, les contingentements et les artifices législatifs) contre le concurrent étranger qui est proclamé l'«ennemi».

Et dans le premier cas, les choses se passent en sourdine ou tout au plus en faisant justifier le tout par de pseudo-experts, des pédants, des écrivains à gage, prêts à élucubrer n'importe quelle théorie ronflante; et, dans le second cas, en exultant — et parfois ils en savent le prix — une rhétorique patriotarde tout aussi ronflante, contre l'«invasion» des marchandises étrangères, contre les soi-disant attentats au travail, au talent national, aux capitaux amassés à grand-peine, au drapeau de la Patrie.

Bien entendu ceci n'arrive pas seulement de la

part des chefs d'entreprise industrielles, mais aussi de celle des agriculteurs et parfois même des commerçants!

En tout cas — hélas — cela arrive partout, non pas seulement chez nous, car il y a une internationale des gens de mauvaise foi qui trouve une alliée naturelle dans l'internationale des pauvres d'esprit.

La structure productive des Pays d'Europe occidentale est dans bien des domaines très en retard au point de vue technique aussi bien à cause de la guerre que de sa fragmentation et elle a besoin d'une transformation profonde. Celle-ci ne peut être obtenue que par l'unification des marchés où réside l'unique possibilité de progrès vigoureux, intensif au point de vue économique et social et, par conséquent, la possibilité de défendre nos Pays et notre liberté.

(la fin dans notre prochain numéro)

Pays de façon à fondre les divers tempéraments, les tendances et les goûts les plus différents.

Chaque nation européenne a un trop gros bagage de souvenirs, de luttes épiques, de victoires et de défaites. On ne demande à aucun Pays de renoncer à ses traditions et à ses gloires, mais on demande de transférer à l'armée européenne cet ensemble de souvenirs, ce patrimoine historique de façon à donner à cette nouvelle entité armée le baptême de tant de siècles de gloire.

UNE SEULE MONNAIE: LE DOLLAR EUROPEEN.

Une autre chose qu'il est indispensable de réaliser c'est la création d'une seule monnaie pour toute l'Europe; la monnaie européenne qui pourrait s'appeler *dollar européen* devrait être changée à taux fixe dans tous les Etats européens, on obligerait ceux-ci à créer un fonds international monétaire et à réunir toutes leurs réserves-or et de devises et à libérer toujours davantage leur commerce extérieur.

Tout comme un déséquilibre de la balance commerciale en Venise ou en Toscane par exemple n'influe pas particulièrement sur la stabilité de la lire parce que celle-ci, en ce qui concerne la balance des paiements, comprend les économies de toutes les régions italiennes, unies en un seul Etat, ainsi les diverses économies européennes se fonderaient en une seule qui refléterait l'aspect global de l'Europe pour la situation monétaire. Un exemple, à l'appui de cette thèse, nous est offert encore une fois par la Suisse dont les Cantons — Etats souverains indépendants — n'influent pas individuellement sur le franc suisse, mais dans leur ensemble seulement déterminent la situation réelle de cette monnaie.

Cette proposition n'est pas facile à réaliser car de nombreuses difficultés d'ordre technique et pratique s'y opposent, mais ces difficultés sont en grande partie engendrées par l'égoïsme aveugle des divers Etats, lesquels, dans la crainte de perdre ne fût-ce qu'une partie minime de leur puissance présumée, ne voient pas combien d'avantages ils pourraient retirer

d'une monnaie européenne pouvant avoir demain une forte solidité et un change sûr.

On pourra objecter que dans le cas où une nation aurait sa monnaie ancrée à un change fixe avec le dollar européen, elle pourrait être tentée de faire plus d'achats de marchandises et de matières premières qu'il n'en faut, et de décharger sur les épaules des autres peuples, plus riches, ou crus tels, une partie de ses propres obligations; mais à cela on peut répondre que considérant l'ensemble européen comme une seule unité subdivisée en différentes branches, et en créant un organe suprême centralisé qui surveillerait l'emploi des fonds communs, on trouverait le moyen d'éviter n'importe quelle déviation ou glissement unilatéral de la monnaie européenne.

Au bout d'un certain temps, les Européens s'habitueront à raisonner avec la nouvelle monnaie comme on le voit faire aujourd'hui avec le dollar américain; quand un homme d'affaire veut aujourd'hui exprimer une valeur il le fait presque toujours en dollars américains parce qu'il sait que cette monnaie est la seule qui peut encore donner l'impression d'une certaine stabilité et qu'elle est surtout la plus recherchée. En Allemagne, par exemple, presque toutes les valeurs et jusqu'aux demandes d'importations de marchandises et angères portent des indications en dollars américains et non en marks allemands.

Avec le dollar européen qui devrait être à parité avec le dollar américain, les nations devraient chercher à revenir en un certain sens aux sains principes du passé, c'est-à-dire à la monnaie avec une couverture-or, et retirer pour la détruire toute l'absurde monnaie-papier avec laquelle les Etats ont sciemment et lâchement escroqué les travailleurs de tous les Pays.

LE PASSEPORT EUROPEEN: POUR CIRCULER EN EUROPE COMME CHEZ SOI.

Autre condition indispensable de l'Union européenne, le passeport européen: on en a parlé à Strasbourg: on ne sait encore quand sera réalisée pratiquement

cette initiative, mais l'importance psychologique du passeport européen sans visas, sans discrimination, qui devrait permettre à tous les Européens de circuler comme chez eux à travers cette vieille Europe, est immense; tous se considéreraient vraiment comme citoyens de fait d'une nouvelle super-entité.

Déjà, depuis la fin de la guerre, on a vu combien ont été fécondes les facilitations accordées au tourisme et au trafic des personnes. Durant la période des autarcies où les gouvernements n'autorisaient pas leurs citoyens à sortir librement de leurs propres frontières, chacun était malheureusement porté à considérer les autres peuples différents de ce qu'ils sont, lointains, et à leur prêter d'obscurs desseins, des intentions mauvaises qui bien souvent n'existaient que dans l'esprit des gouvernants.

C'est hélas ce qui arrive aujourd'hui pour les pays d'au delà le rideau de fer, et c'est là que réside la principale preuve de la faiblesse intrinsèque de ces régimes car il serait en effet illogique qu'ils ferment leurs portes aux citoyens des autres Pays si vraiment leurs conditions intérieures étaient supérieures à celles des autres peuples. On ne tient fermée la porte de sa maison que lorsque l'on craint des comparaisons désavantageuses.

Or, après la guerre, on a commencé à comprendre que l'on ne pouvait pas accroître le mouvement touristique, favoriser les voyages d'affaires et les échanges de vues entre les hommes, si l'on ne permettait pas également aux citoyens de tous les Pays de participer à ces échanges. C'est ainsi qu'on a commencé à abaisser les barrières au point de vue financier et qu'à l'heure actuelle on peut sortir de France avec 50.000 francs, d'Italie avec 30.000 lires, et même d'Espagne — qui a été la dernière dans ce secteur — avec 2.000 pesetas.

C'est ainsi que commencent à être abolies ces absurdes formalités qui rendant pratiquement impossible la sortie d'un Pays avec une somme d'argent suffisante, obligeaient le touriste ou l'homme d'affaires à faire des combinaisons incommodes, ridicules et dangereuses. Mais le progrès ne s'est

pas arrêté là, car pour passer de certains Etats à d'autres il n'est même plus nécessaire de faire timbrer son passeport comme il en est par exemple entre la France et la Suisse ou la Belgique.

C'est là sans aucun doute un progrès déjà notable, mais il subsiste encore cependant certains principes de discriminations entre les peuples qui font que si un Italien doit se rendre en Espagne, au Maroc ou au delà de l'Océan, il doit chaque fois demander un visa qui tarde parfois plusieurs semaines, tandis que dans notre Pays, les formalités pour obtenir un passeport, surtout la première fois, ne sont généralement pas à la portée de tous en raison des difficultés qu'elles impliquent.

* * *

L'adoption du passeport européen qui nous ramènerait en pratique à l'Europe d'autrefois, celle de 1914, l'époque où l'on voyageait en long et en large avec une simple carte de visite, ne serait cependant pas suffisante si elle n'était accompagnée de l'adoption d'une carte de travail valable pour tous les Pays d'Europe. La carte de travail serait peut-être plus difficile encore à obtenir parce que de féroces égoïsmes entrent en jeu: en effet il serait difficile que le citoyen d'un pays à niveau de vie élevé, voit d'un bon oeil l'ouvrier qui arrive d'un Pays plus pauvre mais c'est pourtant grâce à cette carte de travail européenne que pourra se réaliser une véritable osmose des peuples; les hommes accourront là où le travail sera plus abondant, où la production sera la plus facile et la plus féconde.

La carte de travail, valable pour toute l'Europe représenterait une contribution formidable à la réalisation de l'Union européenne.

Après ces quatre points que nous venons de voir, il y aurait à envisager l'ouverture complète des frontières grâce à la réduction continue des douanes pour la facilitation des échanges commerciaux. Mais c'est là une chose à laquelle tend déjà l'OECE et dans un délai plus ou moins proche, l'Europe devra ouvrir ses frontiè-

res aux marchandises des différents peuples si elle ne veut pas courir le risque de périr par manque de sève vitale.

Il faudra cependant que les divers Pays d'Europe ne cherchent pas à opposer à ces ouvertures des frontières des mesures telles qu'elles annuleraient complètement ou partiellement l'effet de la libération des échanges. Le Danemark, par exemple, qui avait décidé de libéraliser les textiles accorda en 1951 la liberté d'importation de ces produits mais émana en même temps une disposition en vertu de laquelle les importateurs danois étaient obligés de verser au moment de la commande de tissus, le montant de la facture auprès d'une banque.

Cette somme devant rester bloquée jusqu'au jour où l'importateur pouvait démontrer qu'il avait importé toute la quantité de marchandise commandée, il est évident que de cette façon, tandis que l'OECE s'efforce d'un côté d'abattre les barrières économiques, de l'autre les Gouvernements cherchent à entraver la libre circulation des marchandises.

C'est la lutte éternelle entre le canon et la cuirasse qui avait en une issue favorable en premier lieu avant 1914 alors que toutes les marchandises pouvaient être importées et exportées librement, alors que la main d'œuvre circulait partout sans entrave, alors que les capitaux n'étaient ni contraints ni opprimés d'aucune manière.

Néanmoins, dans l'état actuel des choses, les résistances à l'ouverture des frontières pour un plus vaste échange de marchandises est encore assez forte.

Quoi qu'il en soit, c'est grâce à la création d'une monnaie, d'une monnaie, d'un passeport unique et d'une seule carte de travail que les Européens pourront jeter les fondements de l'édifice qui leur permettra demain de réaliser l'unité politique.

Parti de l'unité politique serait en réalité renoncer à la constitution d'une Europe vraiment unie, car dans cette union des peuples qu'il faut réaliser, il faut créer l'indispensable lien qui n'est donné que par la liaison des intérêts, avant de créer un super-Etat qui ne doit être formé

que lorsque les autres bases auront été solidement implantées.

LES NATIONALITES NE SERONT PAS UN OBSTACLE A L'UNITE EUROPEENNE.

Dans la nouvelle Europe unie il devra y avoir place pour l'indépendance nationale. Dans l'Europe unie, comme dans les Etats de l'Amérique du Nord et dans les Cantons suisses — où les lois sont souverainement élaborées sans que nul changement n'intervienne dans l'union collective au regard du monde — il pourra y avoir des monarchies et des républiques, des nations en majorité démocratiques ou en majorité totalitaires: car il n'y aura rien là de spécifiquement contraire à la nouvelle Europe. Et même leur coexistence démontrera aux peuples qu'ils ne sont point contraints d'adopter une solution imposée du dehors, mais qu'on les laisse libres dans le cadre de leur pays, de se choisir une forme de gouvernement, de préférer une idée politique, et qu'on leur demande seulement de s'associer aux Etats-Unis d'Europe.

* * *

Car lorsqu'on voit la résistance passive qui est opposée à la grande idée d'une Europe unie, on en arrive à se demander si les peuples de notre Continent ont vraiment compris les leçons de l'histoire. Napoléon Ier, Guillaume II et Hitler tentèrent d'unifier l'Europe par la force et proclamèrent que par la force seulement on pouvait unifier tous les peuples. La Russie soviétique veut elle aussi unifier le monde par les révolutions intérieures, pour créer un monde d'esclaves. Est-il possible que les peuples européens ne comprennent pas qu'en sacrifiant seulement un peu de leur suprématie nationale, et en se rapprochant graduellement de la solution des différents problèmes qui la divisent, ils pourront arriver à n'être plus qu'un seul Pays de 250 millions d'habitants, fort et puissant? Si les Européens ne

comprennent pas, il n'y a plus qu'un seul espoir d'arriver malgré tout à cette unification et c'est que les Américains interviennent, avec plus de décision et d'énergie en posant aux peuples d'Europe ce simple dilemme :

— ou vous vous décidez à brûler les étapes et à vous unir, alors notre aide économique sera assez large pour vous permettre de surmonter les soubresauts inévitables et les contrecoups que les diverses économies auront à subir les premiers temps — ou bien vous ne vous déciderez pas à suivre cette route et alors, fatigués de payer pour alimenter des visas nationaux et maintenir la misère où elle se niche encore — nous retirons notre aide économique et financière, désormais improductive, et nous vous laissons vous noyer dans vos vaines diatribes.

On pourra trouver étrange que ce soit justement un européen qui parle ainsi, mais parfois l'énergie est nécessaire si l'on veut faire entendre raison à qui ne veut pas entendre.

L'Europe peut aller vers la catastrophe, comme elle peut se tourner vers un splendide avenir de bien-être, de richesse et de sécurité pour tous ses peuples, dans le cas où elle s'unifiera.

En partant des prémisses auxquelles il a été fait allusion, qui sont la pierre de touche permettant d'évaluer le bon vouloir des gouvernants et des citoyens en faveur de l'union, on pourra finalement arriver au grand résultat — le rêve des esprits clairvoyants.

NOTRE GRANDE MAISON COMMUNE A TOUS

Nous verrons notre grande maison commune, notre propriété à nous tous; en Europe chacun pourra trouver son travail et son gagne-pain; les capitaux, libres de circuler dans ce vaste territoire, accourront bienfaisants, là où ils seront le plus nécessaires; ils obligeront les divers Gouvernements à adopter une politique fiscale plus légère, plus équitable, car ils se refuseraient à venir là où ils se verraient contraints et maltraités.

LES FRONTIÈRES SERONT TRANSPORTÉES AUX EXTREMES LIMITES ORIENTALES.

Les frontières énormes et innombrables qui demandent encore aujourd'hui des frais gigantesques pour leur équipement défensif, seront transportées à l'extrême limite orientale et dans ces vallées européennes fraternellement unies par la force des choses, des hommes parlant divers idiomes mais appartenant tous à la grande fa-

mille européenne, prendront les armes pour défendre et protéger le fécond travail de la masse d'hommes et de femmes qui pourront finalement et pour la première fois, penser à créer des biens qui seront à l'abri des menaces de guerre continuelles, des dévaluations monétaires et des destructions qui ont ensanglanté et ruiné notre Continent durant tant de siècles; tous prospéreront à l'ombre du drapeau européen qui protégera leur droit à la vie et au bonheur, leur liberté et leur foi en Dieu.

La IV^e Assemblée générale de la C.E.A.

A Wiesbaden s'est déroulée la IV^e Assemblée Générale de la C.E.A. (Confédération Européenne de l'Agriculture), sous la présidence du comte Andlau.

Au cours de la séance d'inauguration le délégué italien M. Zappi-Ricordati a été nommé vice-président en remplacement du Professeur B izzi, puis l'Assemblée s'est divisée en cinq commissions spéciales: la première pour l'économie rurale et la politique sociale; la seconde pour la technique agricole et les activités annexes de l'agriculture; la troisième pour la coopération agricole et le crédit agricole; la quatrième pour l'économie domestique rurale; la cinquième pour les fêtes privées et domaniales.

Les travaux de la troisième commission, présidée par M. Horlacher, président de la coopération agricole de Munich ont eu une particulière importance. Après le rapport du délégué belge, M. Conix, qui a parlé des possibilités de collaboration entre les coopératives européennes en matière d'échanges de produits agricoles, M. Mayr, président du consortium des coopératives agricoles de Bolzano a pris la parole. Il représentait la Confédération des Coopératives italiennes et la Fédération nationale des Coopératives pour l'exploitation et la transformation des produits agricoles. M. Mayr a insisté sur les tâches revenant à la coopération agricole par rapport au développement des échanges européens de produits agricoles, au moyen des coopératives de production et de consommation.

La commission, a reconnu la nécessité d'étudier les moyens permettant un plus rapide acheminement des produits agricoles vers les marchés de consommation, en vue d'éviter la détérioration des marchandises.

Puis la commission a délibéré à l'unanimité de nommer une sous-commission pour l'étude des échanges de produits agricoles entre les Pays européens, échanges à effectuer à travers l'action coordonnée des organisations de coopératives des Pays du continent.

Parmi les diverses motions votées à l'issue des travaux de diverses commissions il faut signaler celle qui approuve l'initiative du Gouvernement français pour la réunion préparatoire qui avait été organisée entre les représentants des Pays de l'Europe occidentale afin d'examiner le problème de l'organisation des marchés agricoles européens, et la conférence européenne de l'Agriculture qui s'est ouverte le 31 octobre.

Une autre motion souligne l'importance de l'entreprise agricole familiale, la nécessité d'inaugurer une politique de crédit à l'agriculture à taux réduits, l'opportunité d'encourager le développement des libres organisations coopératives, l'importance de la formation professionnelle et spirituelle de la jeunesse paysanne, et l'opportunité économique et sociale de favoriser les petites entreprises agricoles des régions montagneuses.

Observations sur la crise

La première observation que j'ai faite au cours de mes voyages et de mes entretiens, c'est l'existence de cette crise. L'idée de l'union européenne est en recul. A quoi cela tient-il?

Tout mouvement connaît ces arêts périodiques. Ils sont les haltes horaires dont on profite pour examiner la situation. Ce qui doit se faire avec une tête froide, sans illusions et sans optimisme. Il faut être pessimiste dans la conception si l'on veut être optimiste dans l'action.

I.

Toujours selon les observations que j'ai faites, les causes de cette crise sont de deux ordres. Les unes tiennent à la situation générale, les autres à la manière dont on a conduit jusqu'ici le mouvement.

Je commence par les premières.

* * *

Les Européens sont fatigués: on le serait à moins. Ils sont devenus sceptiques, indifférents. Réfractaires à l'enthousiasme parce qu'ils ont trop de soucis et de difficultés matérielles, il est difficile d'avoir prise sur eux pour une cause qui ne les touche pas encore d'une manière directe et profonde.

Reconnaissons-le: l'idée européenne n'est pas simple. Elle a un caractère trop intellectuel pour être populaire. Lorsqu'on fait l'histoire de ses antériorités, on peut remonter jusque dans la Grèce antique, mais on constate que d'Aristote, d'Isocrate ou de Théopompe jusqu'à nos jours, elle n'a jamais été l'apanage que d'un très petit nombre d'esprits cultivés. De ce nom: Europe, ne jaillit pas encore l'affectivité qui jaillit des noms de France, d'Italie ou de Suisse, par exemple.

Pour que nous sentions l'Europe comme on sent une patrie, il faudra beaucoup de temps ou un grand choc.

L'idée d'union européenne date d'un moment où la troisième guerre paraissait imminente. Comme elle n'a point éclaté, les Européens se sont rassurés. Pourtant la menace est toujours là. Elle les aveugle au point qu'ils se mettent les mains devant les yeux pour ne plus la voir. Le grand nombre s'est habitué au danger au point de n'y plus penser: comportement très humain, puisqu'il faut tout de même vivre. Les grandes catastrophes de l'histoire ne se produisent, jamais d'un seul coup; entre leur phases il y a des intervalles suffisamment longs pour que les gens se rassurent et se rendorment. Or, l'idée de l'union européenne a besoin que les Européens se réveillent et comprennent de nouveau la gravité d'une situation qui ne saurait se prolonger à l'infini.

Il est une autre idée qui porte plus que celle de l'idée d'union européenne: la neutralité européenne. Elle est utopique; je ne m'attarderai point à le démontrer, ici puisque je l'ai fait ailleurs. Au premier abord, elle devrait, semble-t-il, pousser à l'union européenne. Mais j'ai rencontré des neutralistes qui, dans leur fièvre d'éviter la guerre à tout prix, estiment que l'union européenne, c'est déjà trop. Pourquoi? Parce qu'elle exige l'armée européenne. Ces extrémistes dépassent la neutralité pour choir dans la neutralisation.

Il est certain que Moscou ne veut à aucun prix de l'union européenne. Même sans armée européenne, elle serait un obstacle que la politique de là-bas ne saurait tolérer. Elle admet une Europe pacifique, non une Europe pacifiée. Une Europe pacifiée est

GONZAGUE

celle de la fédération entre les Etats et, à l'intérieur de chaque Etat, de l'union nationale. Ni la guerre froide, ni la propagande n'y trouveraient leur compte. Pour empêcher cette pacification, le Kremlin dispose de moyens autres que les armes. Ils sont en action partout. L'union européenne sera communiste ou elle ne sera pas: tel est son principe.

II.

J'en viens aux secondes causes de la crise.

J'ai entendu souvent reprocher au mouvement d'être parti trop vite, en ordre dispersé, sans préparation suffisante, d'avoir ainsi entretenu des illusions que des désillusions devraient suivre. On a crié imprudemment: demain, l'Europe! La réponse à ce reproche est facile: le temps pressait. Il n'en reste pas moins qu'à la période du Sturm und Drang doit



de l'union européenne

E REYNOLD

succéder celle de l'étude, de la méthode et de la réflexion. Ce ne sont jamais les avant-gardes qui ont à livrer et à gagner les batailles. Cette image militaire me rappelle la parole de Lyautey: "C'est urgent, donc allons lentement".

Au cours d'une conversation, on m'avait fait remarquer la parenté du mouvement européiste avec le mouvement romantique de la Jeune Europe, la ressemblance des assemblées strasbourgeoises avec le Parlement de Francfort. A mon tour, j'ai fait remarquer l'identité de l'idéologie européiste avec celle de Condorcet et, précisément, des idéologues. Qu'il y ait là une filiation, cela saute aux yeux. Veut-on s'en convaincre, il n'y a qu'à relire les pages qu'Alexandre Vinet écrit entre 1830 et 1848, l'année de sa mort. Le grand penseur vaudois et protestant redoutait pour les

Suisses, et l'idéologie des Français, et le romantisme des Allemands.

L'Europe n'est pas une idée, mais une réalité. A mon grand étonnement, j'ai peiné des étudiants, des professeurs et des intellectuels en affirmant cette évidence. C'est que je ramenaient sur la terre une divinité: l'Europe prototype. On s'était dit, à la manière cartésienne: "Je pense l'Europe donc elle est". Or, elle n'était pas. Mais il est dangereux d'incarner un sentiment juste dans des idées fausses. N'aurions-nous point là une des causes du recul qu'à l'heure où j'écris ces lignes, l'idée d'union européenne est en train de subir?

En vertu de cet esprit idéologique et de ce romantisme d'étudiants, on a entrepris l'union européenne, non comme une patiente reconstruction mais comme une rapide révolution, révolution dirigée contre les États que le prototype réduit au rang de provinces. On a ainsi effrayé, on a provoqué des méfiances et des réactions en sens contraire. Combien de fois ne l'ai-je point constaté!

Enfin, j'ai enregistré une autre crainte: celle de voir l'union européenne accaparée par un seul parti et une seule tendance. Est-elle justifiée ou non, je ne saurais le dire, mais il est utile de la connaître.

III.

Que faut-il faire?
Ne pas se décourager mais se rectifier.

Examiner s'il ne serait point nécessaire de reprendre sur une autre base, plus solide, avec une meilleure connaissance, et de l'Europe, et de la situation, l'idée d'union européenne. L'expérience du passé et la connaissance du

présent permettent à la raison de prévoir l'avenir, disait déjà saint Thomas d'Aquin.

Avant de faire l'union européenne, faire d'une manière plus large et moins exclusive celle de tous ses partisans dont les premiers doivent être les États.

Eviter les manifestations trop bruyantes tant que le nouveau plan de campagne ne sera point établi.

En revanche, approfondir l'idée même de fédération, car après tant d'années de centralisation, unification, bureaucratisation, étatsisme et le reste, même les partisans de l'idée fédérative demeurent dans une grande ignorance de son sens et de son contenu. Ce point me paraît important.

Nécessité et impossibilité de l'Europe: ce n'est point la première fois en histoire qu'une grande idée se heurte à ce grand obstacle. Je dirai même que c'est l'épreuve de toute grande idée.

Soyons pressés pour ce qui est le plus immédiatement nécessaire: la défense commune, et persévérants pour ce qui exige du temps: la propagation de l'idée européenne, l'éveil d'une conscience européenne.

Toute fédération commence par la nécessité de la défense commune. Celle-ci est génératrice d'abord d'institutions communes, qui engendrent à leur tour un esprit commun.

Pour moi qui n'ai point d'ambition et qui aime la solitude, je termine ces observations que l'on a fait l'honneur de me demander et que j'ai faites en toute franchise, par l'expression d'une conviction née en 1915 et que mes études n'ont fait que renforcer: la nécessité de la fédération européenne.



France - Europe de l'Est

"France-Europe de l'Est" est une organisation dont le siège est à Paris, 9 rue Auber. Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte d'un memorandum établi par l'Association sur le rapport de M. Backis, ancien ministre de Lituanie à Paris, et qui précise l'organisation et les buts de "France-Europe de l'Est" en matière de défense des réfugiés.

REGLEMENT

I. — BUTS.

« France-Europe de l'Est » se propose :

— d'étudier les problèmes de l'Europe centrale et orientale, les rapports actuels et futurs de cet espace et des pays de l'Europe occidentale dans le domaine politique, économique, social et culturel, et en envisageant comme but l'intégration de ces pays dans une Fédération européenne ;

— d'utiliser les conclusions de ces études à définir les principes d'une politique de l'Europe centrale et orientale, susceptible d'être suivie par la France, tant à l'égard de ces pays que de leurs émigrations ;

— d'étudier les possibilités et les méthodes de réorganisation des pays de l'Europe centrale et orientale après leur libération ;

— d'intéresser les Français aux problèmes de l'Europe centrale et orientale et les préparer aux relations avec ces pays après leur libération ;

— de participer à, ou promouvoir toute initiative concernant les pays de l'Europe centrale et orientale et leurs émigrations.

« France-Europe de l'Est » veut remplir son rôle en s'inspirant principalement des idées fédéralistes.

II. — COMPOSITION.

« France-Europe de l'Est » est composé de cinq membres et 5 suppléants pour chaque nation d'Europe centrale et orientale, siégeant à titre personnel et d'un nombre de Français égal à l'ensemble des représentants des pays de l'Est. Les membres sont cooptés par le Bureau.

III. — « France-Europe de l'Est » est affilié à « La Fédéra-

tion ». Par accord avec cette organisation, les membres du Bureau de « France-Europe de l'Est » forment sa commission de l'Europe centrale et orientale

IV. — Chaque membre de « France-Europe de l'Est » a la possibilité d'inviter, pour une séance, un observateur. Ce dernier ne peut prendre la parole que sur invitation du président.

V. — Les activités de « France-Europe de l'Est » sont dirigées par un Bureau choisi au sein du Groupe. Ce Bureau désigné pour un an comporte :

a) le président du groupe ;

b) le secrétaire général ;

c) le secrétaire général adjoint, choisi par le Bureau en son sein ;

d) un représentant de chaque nation représentée (France non comprise), désigné par ses compatriotes du groupe ;

e) trois membres français ;

f) le président de la Commission de l'Europe centrale et orientale de « La Fédération » ;

g) il sera possible de coopter des personnalités au cours de l'année.

Chacun des membres peut désigner un suppléant.

Le Bureau désigne au besoin ses membres pour occuper des fonctions qu'il précise.

1) le président dirige les débats, assure l'observation du règlement et représente le groupe.

2) il est assisté par les membres du Bureau.

VI. — Le Groupe pourra créer des commissions et des sous-groupes hors de Paris. Des personnes résidant hors de France pourront être nommées membres correspondants.

VII. — A chaque réunion devra être établi l'ordre du jour de la réunion suivante.

Le secrétaire général aura à charge de préparer pour chaque réunion une motion inspirée par l'actualité, qui sera débattue. Il prépare également la discussion de l'ordre du jour et transmettra les rapports des commissions.

DESIDERATAS DES REFUGIES HABITANT LA FRANCE

I. Question de la protection administrative et juridique.

1) Il est souhaitable qu'une Institution spéciale chargée de la protection administrative et juridique des réfugiés et apatrides soit créée en France aussitôt que possible ;

2) Pour que les droits et intérêts des réfugiés et apatrides soient défendus, il est souhaitable que l'Institution chargée de la protection administrative et juridique des personnes en question soit à même d'exercer son activité d'une manière efficace, équitable et rapide ;

3) Pour la bonne marche de la protection administrative et juridique, il serait désirable qu'une distinction nette entre la catégorie des « réfugiés » et des « apatrides » soit faite ;

4) Il serait désirable que la France ratifie elle-même la « Convention européenne des Droits de l'Homme », signée à Rome en 1950 et qu'elle prenne l'initiative pour que cette Convention soit ratifiée par les autres Etats signataires ;

5) Il serait désirable que la France adhère à la Grande Charte des Réfugiés, établie le 28 juillet 1951, à Genève, et prenne l'initiative pour que cette Convention entre en vigueur ;

6) Sans attendre le moment où « la Convention européenne des Droits de l'Homme » et « la Grande Charte des réfugiés » entreraient en vigueur il serait désirable que la France, adopte le projet de loi portant création d'un Office français de Protection des Réfugiés et Apatrides, soit signés un

accord avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, accord analogue, en ce qui concerne la protection des réfugiés aux accords que le gouvernement français avait conclus le 13 janvier 1943 avec la Commission préparatoire de l'O.I.R.

7) Il est souhaitable qu'en toutes circonstances les réfugiés et apatrides puissent disposer de la possibilité de recourir à une instance « supranationale » pour trancher, en dernier ressort, toute question qui, à leur avis, porterait un préjudice quelconque à leurs droits ou intérêts;

8) Il serait souhaitable qu'un traitement plus favorable soit accordé aux réfugiés par comparaison à celui accordé en domaine administratif et juridique aux émigrants étrangers jouissant de leur protection nationale.

II. Question de la protection sociale et du travail.

1) Il serait souhaitable qu'un traitement plus favorable soit accordé aux réfugiés politiques par comparaison à celui accordé aux étrangers en général dans le domaine du Travail, de la protection sociale et de l'émigration.

2) Il serait souhaitable qu'un traitement plus favorable soit accordé aux réfugiés politiques par comparaison à celui accordé aux étrangers en général dans l'exercice des professions libérales et du placement des intellectuels.

III. Question des problèmes culturels.

Cette question a été débattue les 21-24 janvier à Londres, au cours de la conférence organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen. Les résolutions adoptées constituent le fond des desiratas des réfugiés dans le domaine culturel.

L'EUROPE DE L'EST, LA FRANCE LE MOUVEMENT FÉDÉRALISTE

Les régimes communistes d'Europe centrale et orientale procèdent, depuis leur installation, à la destruction systématique de ce qui reste encore de l'influence française dans ces pays, et ceci

dans tous les domaines.

Nous ne récapitulons pas les manifestations extérieures de cette influence, si ancienne et si profonde sur les plans culturels et politiques. Ce serait écrire l'histoire de l'Europe.

L'isolement de l'Europe de l'Est dure, pour certains pays, depuis 11 ans déjà. Il est facile de comprendre que des mesures doivent être prises d'ores et déjà, pour sauvegarder ce qui peut l'être encore et préparer le terrain pour l'avenir. Sur quoi la France peut-elle s'appuyer dans ce but?

Les peuples de l'Europe de l'Est sont dans l'impossibilité de s'exprimer librement et d'avoir leur politique propre. Dans cette situation, les émigrations demeurent le seul lien entre la France et ces pays jusqu'à leur libération.

Il est d'ores et déjà possible, hors de ces pays, pour tenter d'atteindre les buts que nous énonçons plus haut :

— de former des spécialistes français des pays de l'Est européen;

— d'informer le public français des faits politiques et de l'opinion réelle de ces pays.

Dans le premier domaine, la France est déjà devancée par certains pays qui s'occupent activement de l'Est européen pour des raisons qui leur sont propres :

Les Etats-Unis, avec le puissant organisme qu'est le National Committee for a Free Europe;

La Grande-Bretagne, qui forme ses spécialistes depuis quelques années;

L'Allemagne, multipliant ses instituts et ses publications spécialisées.

On voit donc clairement la nécessité d'une initiative française dans ce domaine.

C'est ici que nous voyons le rôle que peut jouer le Mouvement fédéraliste. L'un de ses soucis essentiels, toujours réitéré, est l'intégrité de l'Europe. L'Europe fédérée sera certainement d'abord formée des pays libres du continent. Cela ne signifie pas que l'Europe de l'Est soit, dans l'esprit des fédéralistes, définitivement abandonnée à la Russie. Le rôle promoteur de notre Mouvement, déjà marqué dans le domaine européen et interne, s'est manifesté aussi sur cette question.

Après avoir vu la création, dans

ses bureaux, de plusieurs groupes de fédéralistes émigrés, « La Fédération » commença en 1950 à se préoccuper systématiquement des problèmes de l'Europe de l'Est. Cette fondation se justifiait par l'absence totale ou de fait d'organismes de ce type, tant en France qu'en Europe. La Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement européen se trouvait, en effet, avoir une activité axée essentiellement sur le Conseil de l'Europe et l'Angleterre. Le Comité américain de l'Europe libre n'avait encore que peu d'activités en Europe occidentale.

Le Groupe « France-Europe de l'Est » de « La Fédération » a, depuis plus d'un an, développé ses activités et ses contacts avec prudence et opiniâtreté. Son état actuel lui permet de se présenter maintenant aux milieux intéressés.

Nous espérons qu'il y trouvera un accueil encourageant.

CONFÉRENCES DU GROUPE EN 1951

Le Fédéralisme.

Par M. A. Voisin prononcée au Centre roumain de Recherches (Paris).

Les Fondements historiques de la Fédération européenne.

Par M. Léontin Constantinesco, ancien Conseiller de Légation (Paris).

Au cours de cette brillante conférence, prononcée au Centre roumain de Recherches, sous la présidence du Ct Joba, M. Constantinesco fit plus spécialement remarquer le rôle de l'Empire byzantin qui, retenant les poussées asiatiques et turques, a permis de sauvegarder l'Europe et sa culture.

Les Travaux et l'Avenir de la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement européen.

Par M. Pomian, secrétaire de la Commission (Paris).

Le conférencier mit tout particulièrement en relief l'action de la Commission auprès du Conseil de l'Europe et les résultats obtenus par M. le ministre de Auer, membre de la Commission et du groupe « France-Europe de l'Est » de « La Fédération ».

Par M. *Jankowski*, de l'Union des Fédéralistes Polonais (Lille).

Cette conférence, première de celles organisées par le groupe en province, rassemblait, sous la présidence de M. le sénateur *Walker*, président de « La Fédération-Région Nord », une assistance distinguée et nombreuse. M. *Jankowski* mit en évidence la situation de 3.000.000 d'étrangers, naturalisés ou non, résidant en France. Il insista sur les raisons profondes qu'ont ceux-ci de rejoindre les rangs des fédéralistes, et leur importance dans le problème de l'ordre social.

La Réinstallation des Banatais.

Par le Professeur *Delebecque*, de La Rocque sur Pernes (Pa. is).

Sous la présidence de M. *Berurier*, secrétaire général adjoint de l'Association des Maires de France, l'orateur a traité de l'expérience d'implantation dans le Vaucluse des descendants d'anciens colons français du Banat, réfugiés maintenant d'Europe centrale.

D'autre part, de nombreuses communications sont faites à des publics divers.

ETUDES DU GROUPE

- 1) — *Les problèmes des Polonais naturalisés Français.*
Préparé par M. *Jankowski*.
- 2) — *Les Polonais en France.*
Préparé par M. *Jankowski*.
- 3) — *Le problème des réfugiés.*
Préparé par le Centre roumain de Recherches.
- 4) — *Les Emissions radiophoniques françaises vers les pays de l'Est.*
Travail collectif du groupe.
- 5) — *Tableau des horaires et longueurs d'ondes des émissions radiophoniques vers les pays de l'Est dans le monde.*
Travail collectif du groupe.
- 6) — *Les Etudiants exilés en France.*
- 7) — *L'Europe de l'Est dans les Collèges et Instituts européens.*

ACTIVITES DIVERSES

— Réunions régulières du groupe;

— Réceptions de personnalités intéressées par ces problèmes;

— Rapports suivis avec les associations similaires à l'étranger.

— Création de groupes analogues en province.

COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Président: M. *André Mutter*, Député de l'Aube, Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères.

Secrétaire Générale: M. *Roland Muesser*.

Secrétaire Général Adjoint: M. *Jerzy Jankowski*, Secrétaire Général de l'Union des Fédéralistes Polonais.

Membres du Bureau Exécutif: MM. *Paul de Aur*, Ancien ministre de Hongrie à Paris Membre du Comité directeur de « La Fédération ».

Achimovitch, Journaliste; *Baltrusaitis*, Professeur; *Bosvieux*, Industriel; *Constantinesco*, Ancien diplomate.

Le Commandant *Joba*, Président de la Commission de l'Europe centrale et orientale de « La Fédération ».

Kaepelin, Ancien correspondant particulier du « Temps », en Pologne.

Radvansky, Ancien secrétaire général de la Banque Nationale de Hongrie, Ancien Vice-Président de la Ligue Luthérienne.

Docteur Todoroff, Ancien diplomate.

Le Parlement européen

de la Jeunesse démocratique

C'est dans la salle du Parlement hollandais, le Ridderzaal, à La Haye que s'est ouverte l'Assemblée européenne de la Jeunesse politique, le 29 octobre.

La séance d'inauguration a été ouverte par le maire de La Haye, en présence du Prince Bernard. Le Prince a parlé de cet esprit de communauté qui doit porter les Européens à accepter de bon gré les sacrifices éventuels que pourra nécessiter l'unité européenne. Il a rappelé que l'Europe Unie ne pourra pas à son tour pratiquer une politique d'isolationisme en face des vastes mouvements culturels et politiques qui agitent le monde moderne. Il a également affirmé que la jeunesse tourne ses regards vers l'Europe unie, contrairement à ce qu'a dit M. Spaak qui, on se le rappellera, avait assez durement reproché aux jeunes de montrer moins d'enthousiasme que leur aînés pour la réalisation de cette « révolution sans violence ».

M. *Fanfani*, ministre italien de l'agriculture, a transmis les souhaits de M. *De Gasperi*. Puis il a exhorté les délégués à construire l'Europe sur les fondements millénaires du Christianisme, afin que ce le nouvel édifice ne soit pas construit sur le sable.

Dans la journée le Parlement

européen de la Jeunesse a élu à la charge de vice-président le délégué italien de la Jeunesse démocrate-chrétienne, M. *Franco Maria Malfatti*; M. *Franco Nobili* a été appelé à présider le groupe parlementaire démocrate-chrétien.

L'INTERVENTION DU DELEGUE BRITANNIQUE, M. AMERY

Elle a fait sensation, car M. *Amery* n'a pas craint de commencer ainsi son discours: « L'Angleterre a été civilisée par le continent... Elle a toujours cherché à le diviser, en empêchant qu'il s'unît sous l'égide d'une nation dominante, afin de donner libre cours à ses propres visées impérialistes... ». A l'heure actuelle, selon M. *Amery*, la position de la Grande-Bretagne est bien différente: d'abord parce qu'il n'existe plus, entre elle et le continent, ces points de friction qui autrefois envenimaient les choses, ensuite parce qu'elle n'est que trop consciente du rôle de médiation qui s'impose au continent, entre la Russie et les États-Unis, et qu'elle veut y participer. Toujours selon M. *Amery*, le continent devrait en effet remplir une double fonction médiatrice: militaire vis à vis de la Russie Soviétique, économique vis à vis des États-Unis.

LES TRAVAUX DE L'O.E.C.E.

Les 21 et 22 octobre, au Château de la Muette à Paris, se sont réunis les ministres de l'O.E.C.E. sous la présidence de M. Anthony Eden et en présence de nombreuses personnalités européennes. Nous empruntons, les commentaires publiés ci-dessous au quotidien français "Le Monde" qui qualifie cette réunion de "carrefour des grands problèmes économiques et financiers internationaux": il ne s'agissait de rien moins, en effet, que de rechercher ce qui, en dehors d'une aide pure et simple, pourrait rétablir l'équilibre entre l'Amérique et le reste du monde. Le conseil de l'O.E.C.E. ne pouvait — en réalité — prendre aucune décision mais il a voulu dégager une vue européenne sur les moyens d'instaurer un meilleur système d'échanges et de paiements entre les nations libres.

Venant peu de temps après les Congrès de Venise et de Gênes cette réunion du Conseil de l'O.E.C.E. était en quelques sorte la mise au point de leurs travaux sur le plan des organisations internationales.

Les gouvernements de l'Europe occidentale sont déjà d'accord, semble-t-il, sur les points suivants:

1° Ce n'est pas dans les rapports directs entre l'Europe et les Etats-Unis qu'il faut rechercher une solution à la pénurie de dollars. Cette pénurie n'est pas exclusivement européenne; elle est générale;

2° Le déséquilibre mondial est plus profond qu'on ne l'imaginait après guerre. Mais pour y porter remède il est nécessaire de substituer à l'aide américaine « un autre système ».

NI AUTARCIE NI CONVERTIBILITE IMMEDIATE

Quel autre système? La discussion reste très ouverte. A l'O.E.C.E. on estime cependant que certaines idées tendent à se cristalliser, surtout après la rencontre de Mexico, qui a permis aux experts internationaux de confondre leurs vues. Deux solutions extrêmes devraient être rejetées: repli autarcique de l'Europe, ou de l'Europe et de la zone sterling sur elles-mêmes; convertibilité immédiate des monnaies.

On remarque immédiatement que, sur le premier point, les économistes de l'O.E.C.E. s'écartent de la troisième force économique préconisée par le « plan de Strasbourg ». La collaboration avec les Etats-Unis — considérée comme l'économie dominante — reste pour eux essentielle. Ils vont

même plus loin: il serait malsain et nuisible à longue échéance de se protéger systématiquement contre la concurrence américaine. Il faut tendre au contraire vers la non-discrimination commerciale, conformément aux principes posés à Bretton-Woods et à La Havane.

En ce qui concerne la convertibilité, la condamnation n'est pas définitive. Si les experts de l'O.E.C.E. la tiennent pour impossible immédiatement et dans son intégralité, ils continuent à penser qu'elle doit rester l'objectif financier suprême.

La solution qui paraît la plus en faveur, au château de la Muette est la suivante: au lieu d'accorder une aide directe à l'Europe les Etats-Unis donneraient des dollars aux pays économiquement sous-développés qui s'en serviraient pour acheter des biens d'équipement et de consommation aux nations européennes. On créerait ainsi un immense réseau d'échanges triangulaires. On voit par là que l'aide gouvernementale de l'Amérique se poursuivrait, bien que son point d'application soit appelé à se déplacer de l'Europe vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique de Sud. D'après les experts en effet les investissements privés américains ne suffiraient pas: en 1951 ils n'auraient été que de 500 millions à 600 millions de dollars, contre 1 milliard les années précédentes. Ce système devrait être complété par un abaissement progressif des tarifs douaniers aux Etats-Unis et par un accord sur les matières premières.

LES RESPONSABILITES EUROPEENNES

Une question importante est de savoir si les régions dites sous-développées auraient intérêt à acheter des produits européens plutôt que des produits américains. A l'O.E.C.E. on répond que c'est précisément là la responsabilité majeure des gouvernements d'Europe: ils doivent « non seulement limiter la demande au niveau des ressources, mais encore augmenter la production afin de satisfaire à des prix compétitifs les besoins des investissements, de l'exportation et de la défense ».

Comment mener de front toutes ces tâches? et surtout comment accroître la production alors que des signes de déflation s'aperçoivent partout dans le monde? C'est ici que les recommandations des experts du château de la Muette prennent toute leur importance. Depuis des années ils ne cessent de préconiser diverses mesures tendant à assainir et à stabiliser la situation économique et financière intérieure des Etats membres; depuis des mois ils demandent une meilleure harmonisation des apports en matière de production charbonnière.

STALINE AURA-T-IL RAISON?

Telles sont les grandes lignes du plan d'action envisagé par l'O.E.C.E. Seront-elles finalement approuvées par les gouvernements? Ce sont eux qui ont le dernier mot — et l'on sait que leurs vues ne coïncident pas nécessairement avec celles des économistes du château de la Muette. Au surplus personne ne saurait prévoir l'attitude de la future administration de Washington, dont bien des choses dépendent. Ce qui est sûr en tout cas c'est qu'un désaccord ou un accord des Européens entre eux, puis avec les Etats-Unis, prend une importance nouvelle depuis que Staline a montré par son article du *Bolchevik* qu'il misait ouvertement sur une désagrégation économique du monde non communiste.

LES TRAVAUX DU CONSEIL

L'idée essentielle qui a été approuvée par toutes les délégations du Conseil est que le déficit dollars est un problème mondial qui requiert un effort concentré de tous les pays du monde libre, et plus spécialement de l'Amérique, de l'Europe, de la zone sterling et des territoires d'outre mer des pays européens.

Le Conseil a décidé de demander aux experts de l'O.E.C.E. de préparer un dossier complet et de présenter des suggestions avant le 12 décembre, date à laquelle les ministres se réuniront de nouveau au château de la Muette. A cette époque les Etats-Unis auront voté et la conférence du Commonwealth sera terminée: il sera donc possible de donner aux propositions de l'O.E.C.E. un caractère définitif. Ces propositions seront reprises dans le quatrième rapport annuel de l'organisation. Les conclusions du comité économique de l'O.E.C.E., que le *Monde* a analysées dans son numéro du 21 octobre, pourraient servir de base de travail au même titre que celles des experts internationaux qui ont procédé à l'étude de la stabilité financière intérieure des Etats membres.

Le rapport annuel comportera pour la première fois un chapitre consacré à la situation économique de deux pays non-membres mais « associés »: les Etats-Unis et le Canada.

Notons enfin que le Conseil aurait dû se prononcer sur la nature de la liaison à établir entre la Haute Autorité du plan Schuman et le groupe ministériel du cha bon de l'O.E.C.E. La France, l'Italie et les Pays-Bas souhaitaient que la Haute Autorité représentât les Six à ce groupe; la Belgique et l'Allemagne n'ont pas partagé cette vue. Les intéressés n'ayant pu harmoniser leurs thèses, la question a été renvoyée.

LE DISCOURS DE M. EDEN

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion du dîner qu'il a offert au château de la Muette à ses collègues des autres délégations, M. Anthony Eden a d'abord réaffirmé l'importance de l'Union européenne des paie-

ments, qui « couvre 60 % des paiements correspondant aux échanges internationaux du monde libre » puis il a formulé le diagnostic suivant:

"Une chose est certaine. Le problème fondamental est le déséquilibre entre le monde dollar et l'autre. La bonne volonté et la générosité ne peuvent à elles seules le résoudre. Il est le reflet de la disproportion actuelle entre la puissance économique du vieux monde et celle du nouveau. Mais il faut qu'il soit résolu".

M. Eden a ensuite marqué sa préférence pour les suggestions de coopération qui assurent « la consociation et l'action commune des gouvernements ». Toutefois, a-t-il ajouté, certains membres de l'O.E.C.E. (ceux du plan Schuman) « évoluent vers des formes d'association plus étroites, et nous ne saurions envisager d'entraver leur dessein ». Mais le secrétaire au Foreign Office estime que *"si une unité plus étroite des Six se réalisait aux dépens de l'ensemble du groupe O.E.C.E., c'est toute l'Europe qui en souffrirait"*.

Après avoir indiqué qu'il ne voyait aucune antinomie entre l'O.E.C.E. et l'organisation atlantique, M. Eden a conclu: *"Il n'est plus un seul membre de la famille européenne qui puisse redouter d'être isolé."*

"Nous sommes tous unis par des liens divers et dans des organisations diverses."

"Je m'adresse ici plus particulièrement, en tant que représentant du gouvernement de Sa Majesté, à nos amis du continent. Quels que soient les liens précis qui nous unissent dans des champs d'action différents — et ces liens, vous le savez, sont multiples et complexes — le résultat d'ensemble demeure le même."

"Ils contribuent tous à nous unir de telle sorte qu'aucune nation européenne n'est plus contrainte désormais de fixer les limites de sa sécurité et de sa prospérité en fonction de ses seules ressources."

"O.E.C.E." Commonwealth. Etats-Unis, nous avons tous notre rôle à jouer dans l'établissement des conditions préalables de la solvabilité du monde. Nous voulons nous tirer d'affaire par nos propres moyens et non pas arriver à la stabilité économique grâce à

l'aide d'autrui. Nous voulons pouvoir gagner les dollars dont nous avons besoin pour équilibrer notre balance des comptes."

"J'attache pour ma part un prix tout particulier aux entretiens que nous avons eus à l'O.E.C.E. Au cours de ces semaines qui viennent le Commonwealth, l'Europe, l'Amérique, qui sont les trois éléments de la situation, auront une nouvelle occasion de faire le point en attendant de pouvoir s'attaquer de nouveau à leurs problèmes économiques communs".

* * *

M. Van Zeeland intervint de son côté pour défendre les thèses belges. « Nous avons toujours reconnu, a-t-il dit, que nous n'arriverions à de bons résultats que dans un effort d'ensemble ».

« Il faut reconnaître avec franchise, a-t-il poursuivi, qu'à mesure que nous avançons dans la théorie nous reculons dans la pratique. Il est temps que nous appliquions nos principes le plus strictement possible. Il faut revenir le plus tôt possible à l'examen des mesures concrètes par lesquelles nous pouvons nous rapprocher de notre idéal, qui est l'établissement du marché commun en Europe ».

Evouant ensuite la pénurie de dollars, M. Van Zeeland a précisé: *"Le problème doit être débattu entre pays créditeurs et pays débiteurs. Parmi toutes les idées qui ont été exposées il y en a une qui me paraît d'ordre pratique: le moment est venu d'organiser une conférence entre les pays européens et les Etats-Unis"*.

M. PELLA EXPOSE LA THESE ITALIENNE

M. Pella ministre du Trésor italien a de son côté clairement réaffirmé la thèse italienne selon laquelle, comme on le sait, les problèmes européens ne peuvent être résolus que sur le plan mondial et sur la base de programmes à longue échéance, susceptibles de résoudre les questions relatives aux rapports entre la zone du dollar et l'Europe.

PROGRAMME DES COMMANDES AMERICAINES A L'EUROPE

Dans les derniers jours du mois d'octobre, M. Frederick L. Anderson, ambassadeur, substitut du Représentant Spécial des Etats-Unis en Europe, a communiqué que dans le cadre du programme pour les commandes à l'étranger pour l'année 1952, les sommes déboursées par les Etats-Unis dans les divers Pays européens, pour l'achat d'armes et de matériel de guerre se montent à environ 729 millions de dollars.

Les contrats stipulés dans le cadre du programme des commandes à l'étranger ont le triple but de renforcer l'économie européenne, d'accroître sa capacité productive et d'assurer les fournitures d'armes et d'équipements nécessaires à la défense des pays du NATO.

En tête des diverses catégories de matériel pour lesquelles sont aujourd'hui fournis des chiffres détaillés, figurent les munitions, les explosifs, les bateaux, les avions et l'équipement électronique. Le chiffre global de 729 millions de dollars dépasse d'environ 40 millions celui qui a été annoncé le 30 juin dernier, parce que certains contrats relatifs aux navires et au matériel électronique et aéronautique, n'y avaient pas été inclus.

La majeure partie de ces contrats — pour un total de 335 millions de dollars — a pour objet la fourniture de munitions et explosifs de différents types, en particulier des projectiles de mm. 7,62 - 90 - 105 - 155, des projectiles fusées de cm. 3,5 et des projectiles de mortier de cm. 4,2. Ces contrats ont été stipulés avec 7 Pays parmi lesquels la France vient en tête pour un total de 18.900.000 dollars.

Six Pays d'Europe ont obtenu des contrats, pour une valeur globale de 173.300.000 dollars, ayant pour objet la construction de navires et d'outillage portuaire, entre autre des filets para-torpilles. Là aussi la France vient en tête de listes avec des contrats pour environ 100 millions de dollars. Le matériel maritime comprend surtout des corvettes et des moyens de débarquement.

Pour la fourniture du matériel aéronautique on a stipulé des contrats pour environ 65 millions de dollars. La France qui construit des avions de chasse de type Vampire, a obtenu pour 46.600.000 dollars de commandes. L'Italie s'est vue attribuer des contrats pour 13.900.000 dollars pour la production de pièces de rechange

pour l'avion de chasse à réaction F-84 et pour le moteur à réaction J-35. Les commandes de matériel électronique se montent à environ 70 millions de dollars: il s'agit surtout d'équipements et appareils radar avec leurs pièces de rechange. Enfin les usines de construction automobile européennes, ont obtenu des commandes pour une valeur de 20 millions de dollars pour la fourniture d'autocars, entre autre des camions de 7 quintaux et demi et leurs remorques.

Les commandes faites à la France absorbent environ la moitié des fonds du programme de commandes à l'étranger pour 1952 et envisagent la production dans les usines françaises de matériel de guerre et équipements militaires pour un total de 350 millions de dollars.

Viennent ensuite, dans l'ordre d'importance des commandes, en dollars, l'Italie avec 140 millions, la Grande-Bretagne avec 75 millions, la Belgique: 48 millions, la Hollande: 41 millions, la Suisse: 34 millions, la Grèce: 11 millions, l'Allemagne: 10 millions, le Danemark: 6 millions, la Norvège: 6 millions, la Suède: 2 millions, le Luxembourg: 300.000 dollars et l'Autriche: 100.000 dollars.

Un Communiqué du Mouvement Européen

Le Comité Exécutif français du Mouvement Européen, qui s'est réuni le 20 octobre sous la présidence de M. René Courtin, à la suite du boycottage systématique auquel se sont livrés certains milieux français contre l'unité européenne a voté à l'unanimité un communiqué qui dit que:

Le Comité Exécutif français du Mouvement Européen, convaincu d'exprimer les sentiments réels de la grande majorité du peuple français, proteste contre la campagne conduite actuellement et systématiquement par certains milieux et certains organismes contre l'idée européenne.

Le Comité Exécutif souligne surtout le fait que certaines déclarations faites ces derniers temps, sont exploitées en faveur de la thèse neutraliste et ultranationaliste.

Le Comité désire à nouveau confirmer que dans un ordre européen réel, un passage de la souveraineté aux organismes supranationaux est conditionné par les problèmes politiques, économiques, sociaux et militaires.

C'est pourquoi a été approuvée la constitution de la communauté européenne du charbon et de l'acier et c'est pourquoi on continuera à lutter pour la création d'une communauté européenne de défense.

Le Comité précise de nouveau que la réalisation d'une Europe Fédérée est nécessaire pour le maintien de la paix.

Le "Pool," Charbon - Acier

LA COMMISSION PRECONSTITUANTE

La commission préconstituante des Six ou *commission constitutionnelle* comme elle a décidé désormais de s'appeler, a constitué un groupe de travail comme suit: Président, M. *Heinrich von Brentano* (Allemagne); vice-présidents, M. *Benvenuti* (Italie) et *Bruno Slot* (Hollande), M. *Persico* (Italie), *Dehousse* (Belgique), *Mutter* (France), von *Meerkatz* (Allemagne), *Margue* (Luxembourg), *Blaisse* (Hollande) et *Vigny* (Belgique).

Après s'être réunie à Bruxelles le 6 octobre, la commission a siégé à Paris au Palais du Luxembourg, dans les derniers jours d'octobre. Elle a décidé que lors de la prochaine réunion plénière de l'Assemblée, la commission lui proposera de s'appeler « Assemblée pour la communauté politique européenne ». Ces deux questions étant réglées, la commission a adopté une résolution stipulant que « les représentants des six gouvernements, les représentants de la Haute Autorité de la communauté européenne du charbon et de l'acier, les observateurs des pays non membres et le secrétaire général du Conseil de l'Europe, ont accès à l'assemblée, à la commission constitutionnelle et à toutes les sous-commissions ». La résolution précise que ces personnalités « pourront présenter leurs observations soit par écrit, soit oralement », mais qu'elles ne prendront pas part au vote. « Les autres observateurs, déclare encore la résolution, peuvent être invités par le président à présenter leurs observations ou leurs renseignements techniques ».

LES ETATS GENERAUX DU CHARBON ET DE L'ACIER A LUXEMBOURG.

Les lumières de l'Europe ont brillé dans les derniers jours d'octobre dans les bureaux de la Haute Autorité du plan Schuman. Autour de M. *Jean Monnet*, président de ce premier organisme supranational, les experts de plu-

sieurs nationalités mettaient la dernière main au programme des états généraux du charbon et de l'acier qui se sont ouverts le 28 octobre.

Ce terme « états généraux » s'est imposé tout naturellement. Les représentants de l'industrie sidérurgique et minière, des syndicats ouvriers et des administrations des six pays ont été invités, on le sait, pour participer « à l'établissement du tableau général de la situation de la communauté que la Haute Autorité doit présenter à l'assemblée commune lors de sa session de janvier ».

Selon le communiqué officiel ce tableau « exposera la situation d'ensemble, les perspectives d'investissement et de développement de la production et de la consommation sur les cinq années à venir, et donnera une vue sur les approvisionnements et les ressources de la communauté pour 1953 ».

La méthode employée par M. *Jean Monnet* à Luxembourg rappelle ainsi celle qui présida en 1946-1947 à l'élaboration du plan de modernisation et d'équipement français. Elle doit permettre de mettre en commun les connaissances et l'expérience acquises par les milieux intéressés au charbon et à l'acier.

Peut-on comparer les réunions de ces jours-ci au forum qu'organisent certaines universités quand un problème appelle un débat approfondi? Apparemment oui. Mais il n'est pas sûr que les personnalités convoquées jouissent sans limite du droit d'initiative. Il semble en effet que la Haute Autorité cherche à orienter les échanges de vues et à canaliser les discussions.

Il a fallu diviser le travail. Quatre commissions présidées par des membres ou des délégués de la Haute Autorité ont déjà été créées: investissements et productivité; approvisionnements et besoins pour 1953; développement du marché; prélèvement (il s'agit de la dîme — ébauche du premier impôt européen — que la Haute Autorité envisage de percevoir

sur la production sidérurgique et carbonière de la communauté).

Ces commissions grouperont au total près de cent cinquante personnalités.

Les industriels qui ont souvent critiqué avec vigueur ce qu'ils appellent le dirigisme en puissance du plan Schuman seront évidemment très attentifs au sens que prendra l'orientation de ces états généraux. D'où l'intérêt de ce premier contact entre l'organisme supranational et ses « administrés ».

Répondant aux critiques de ceux qui craignent l'autoritarisme de la Haute Autorité du plan Schuman, M. *Etzel*, vice-président de cet organisme, a déclaré, à l'issue de la première séance de la commission des investissements, que la Haute Autorité est décidée à travailler en collaboration étroite avec les représentants de l'économie des six pays. Mais il a précisé:

« Il est nécessaire que ce soit la Haute Autorité qui se prononce sur les investissements, et non la commission qui a siégé aujourd'hui car elle est seule capable de prendre la vue commune indispensable à l'intérêt de tous. Même si elle n'arrive pas à la conclusion que les industriels auraient désirée, du moins ne pourra-t-on pas dire qu'elle n'aura pas procédé aux consultations nécessaires ».

La déclaration du vice-président de la Haute Autorité à la presse avait été précédée par un tour d'horizon de M. *Jean Monnet*.

« Notre but, a-t-il dit, est que les décisions soient prises à la connaissance de tous, et jamais arbitrairement sans que l'ensemble de la communauté en comprenne la raison. En maintenant des contacts étroits et constants avec les divers milieux intéressés au charbon et à l'acier nous pensons éviter la création d'une bureaucratie. Nous désirons en effet n'avoir qu'une équipe restreinte qui utilisera l'expérience et les connaissances accumulées par les Etats membres de la communauté ».

A BRUXELLES

CONGRES ITALO-BELGE

DES PRESIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

Durant les derniers jours d'octobre s'est tenu à Bruxelles un important Congrès auquel ont participé 25 présidents des chambres de commerce italiennes représentant les diverses régions d'Italie. Le Congrès avait été organisé par la Fédération des Chambres de Commerce de Belgique et par la Chambre de Commerce italo-belge de Bruxelles, en collaboration avec l'Union italienne des Chambres de Commerce. Aux travaux et aux diverses manifestations ont participé également le Président du Sénat, le Président de la Chambre, le Président du Conseil des Ministres et six ministres du gouvernement belge. Etaient présents en outre le Nonce Apostolique et l'Ambassadeur d'Italie, S. E. M. *Grazzi*. La délégation italienne était accompagnée du Sous-Secrétaire au Ministère de l'Industrie et du Commerce, M. *Antonio Carcaterra*, dont le discours à la séance d'inauguration, a été écouté avec d'autant plus d'attention que M. Carcaterra n'a pas manqué de souligner tous les gestes qui ont récemment resserré les liens d'amitié entre la Belgique et l'Italie, en particulier, de la part de la Belgique, les manifestations de solidarité en faveur des sinistrés des inondations du Polesine.

M. *Stefano Brun*, Président de l'Union italienne des Chambres de Commerce, a rappelé les points communs entre les populations et les économies des deux Pays et a exprimé sa conviction et son espoir que les échanges économiques et culturels entre les deux Pays se développent encore davantage à l'avenir.

Différents thème ont été traités qui peuvent se grouper sous les titres des trois rapports fondamentaux: celui de M. *Emilio Dalla Volta*, sur les échanges commerciaux; celui du comte *Enrico Marone Cinzano* sur l'amélioration des relations touristiques; enfin celui du Professeur *Giovanni Mer-*

lini sur la collaboration italo-belge au point de vue culturel et humain.

La motion finale

A la rédaction de la motion de conclusion des travaux ont collaboré pour l'Italie le Professeur *Tagliacarne*, M. *Dalla Volta*, le comte *Marone Cinzano* et le Professeur *Merlini*.

Il faut en outre signaler les importantes déclarations du Président du Conseil des Ministres belge, qui a fait l'éloge du travail italien en Belgique, affirmant que sans la collaboration des ouvriers italiens, les mines ne pourraient être exploitées comme elles le sont: voilà un exemple de collaboration sur le plan du travail — a conclu le Président du Conseil — qui devrait être suivi dans le plus vaste cadre de la Fédération européenne.

Très intéressants également les discours de M. *Grazzi*, Ambassadeur d'Italie à Bruxelles, de M. *Duesberg*, Président de la Fédération des Chambres de Commerce de Belgique et de M. *Morraye*, Président de la Chambre de Commerce italo-belge.

A la fin des travaux, M. Brun a annoncé que l'Union des Chambres de Commerce a décidé de délivrer une bourse d'études à un jeune belge pour étudier en Italie les problèmes concernant le développement des relations italo-belges.

Dans la motion votée par l'Assemblée, il a été constaté qu'en matière d'échanges commerciaux, ceux-ci bien que limités en volume, sont néanmoins le résultat d'une politique saine, basée sur la pratique et sur la technique du marché et des prix de concurrence, ainsi que sur la sélection naturelle des productions respectives, qui peut permettre une plus grande spécialisation aussi bien en Italie qu'en Belgique et au Luxembourg. Cette constatation a suggéré aux délégués de recom-

mander des contacts plus fréquents et plus actifs pour la stipulation d'accords particuliers sur le plan professionnel. Ces contacts pourront faciliter la réalisation progressive d'une plus vaste intégration des deux économies.

En ce qui concerne le tourisme, la motion constate que le tourisme est aussi bien pour l'Italie que pour la Belgique et le Luxembourg, un facteur d'une grande importance pour les économies nationales, et que les relations touristiques ont des répercussions non négligeables sur les échanges culturels et sociaux. On recommande donc de développer la propagande touristique et, enfin, une active collaboration entre les Chambres de Commerce des deux Pays et les organismes officiels qui s'occupent du Tourisme.

On a encore recommandé la participation du tourisme aux diverses manifestations telles que foires, expositions etc. organisées par les Chambres de Commerce, des voyages et des visites des membres des Chambres de Commerce, etc....

Une initiative de la C.I.D.A.

Sur l'initiative de « La Confédération Italienne des Dirigeants d'Entreprise » (Confederazione Italiana dei Dirigenti di Azienda, C.I.D.A) on vient de constituer à Rome un « Institut Supérieur pour la Direction des Entreprises », qui se propose de contribuer à la formation de nouveaux cadres directifs conscients des nouvelles responsabilités qui leur incombent désormais aussi bien sur le plan international que national.

Cette initiative prend une importance particulière au moment où l'unification économique européenne est à l'ordre du jour, et rentre dans le cadre des mesures destinées à accélérer le processus de la future organisation économique.

INFORMATIONS

Congrès Industriel Italo - Allemand

Le Congrès industriel italo-allemand qui s'est tenu à Baden-Baden et à Cologne les 13, 14 et 15 octobre rentre dans le cadre de l'action entreprise par les industriels de l'Europe occidentale pour appuyer toute initiative tendant à créer en Europe un plus vaste marché.

L'effort est dirigé en effet vers une amplification graduelle devant s'opérer de telle façon que tous les peuples en tirent le maximum d'avantage. M. Costa, Président de la Confédération de l'Industrie italienne a rappelé aux journalistes de la presse étrangères réunis à Bonn qu'en poursuivant ce but tous les industriels se sentent en outre réconfortés par la pensée qu'en agissant ainsi ils contribuent également aux améliorations sociales qui ne peuvent jamais être dissociées des progrès économiques.

LES SOLUTIONS A PROPOSER : COLLABORATION ET CONCURRENCE LIBRE.

Le Congrès ne prétendait point étudier et résoudre des problèmes concrets déjà minés car il est évident que ce ne sont point les producteurs qui pourront résoudre ce genre de problèmes, pas plus qu'ils ne sauraient dominer le jeu des prix et l'allure des marchés. Mais on a examiné les solutions qui peuvent être proposées aux Hautes Autorités responsables dans l'intérêt de la collectivité européenne. Il est intéressant de signaler que ce sont justement ces mêmes producteurs que l'on accuse généralement de vouloir se cantonner dans un étroit et égoïste protectionnisme, qui ont assumé une attitude plus décidée et plus ouverte en faveur d'une économie de marché dans laquelle une éventuelle collaboration serait toujours conçue dans une atmosphère de libre concurrence.

Aussi bien les industriels allemands que les industriels italiens se sont déclarés favorables à une

extension des libérations. Mais la libération n'est qu'une fiction si l'on ne renverse pas les obstacles qui s'opposent à la liberté du commerce surtout sous la forme de déviations artificielles des tarifs. M. Costa a rappelé à ce propos la position particulière de l'Italie en la matière : tandis que l'on a atteint le maximum des libérations pour les produits manufacturés, il n'en est pas de même pour les importations de matières premières si bien que les producteurs italiens se trouvent au départ en

condition d'infériorité par rapport à ceux des autres Pays.

PLAN SCHUMAN ET « POOL VERT » : DES RESULTATS PARTIELS.

Les industriels italiens et allemands se sont trouvés pleinement d'accord pour affirmer que les unifications par secteurs, telles que le Plan Schuman et le « Pool vert » ne sont destinées à ne donner que des résultats partiels ou à être totalement frustrés par l'anormale situation des marchés actuels.

LES PREPARATIFS DU « POOL VERT »

De retour d'un voyage en Hollande, en Belgique, en France et en Suisse, où il a rencontré les techniciens agricoles qui préparent la Conférence du « Pool vert » qui aura lieu à Paris en janvier, M. Fanfani ministre italien de l'Agriculture a fait les déclarations suivantes :

« La visite que j'ai faite en Hollande du 26 au 30 octobre sur invitation de M. Mansholt, ministre de l'Agriculture, m'a permis d'étudier et d'admirer le travail des agriculteurs hollandais. Com-

me on le sait, ceux-ci doivent lutter pour conquérir la terre sur l'eau, puis ils la transforment et la cultivent, aidés par une excellente organisation coopérative.

Je suis passé au cours de mon voyage par Bruxelles, Paris et Berne et dans ces diverses villes où j'ai également pris contact avec les ministres MM. Heger, Pflimlin et le Conseiller fédéral M. Rubattel, nous avons procédé à des échanges de vues à propos de la Conférence du « Pool Vert » qui se tiendra à Paris en janvier ».

bulletin européen

Fondateur : CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable : GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME - Tél. 61.260
Adresse télégraphique : EURADIO

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger Dollars 3, —
ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR „ 10, —

c/c postale Roma N. 116299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe
Registr. Trib. Rome No. 1861 du 15/2/1951